

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het Belgisch Staatsblad is verschenen.

**Art. 26.** Het lid van het College belast met Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 17 juli 1997.

Namens het College :

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College belast met Openbaar Ambt

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College belast met Begroting

F. 97 — 2507

[C — 97/31430]

**11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant délégations de compétence et de signature au Fonctionnaire dirigeant du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées a bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 relatif à la dissolution du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et au transfert de ses biens, droits et obligations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu la décision du Collège de la Commission communautaire française du 29 août 1997 désignant M. Christian Bayi comme chargé de mission compétent pour la gestion administrative générale des services du Collège;

Vu la décision du Collège de la Commission communautaire française du 29 août 1997 désignant M. Philippe Debacker, Conseiller au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées comme chargé de mission pour la gestion des services opérationnels du Collège;

Considérant qu'il importe de déterminer les délégations de compétence et de signature accordées au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes,

*CHAPITRE 1er. — Délégations en matière de personnel*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. En conformité avec les statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, la délégation de compétence et de signature est donnée à son Fonctionnaire dirigeant pour :

1° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents pour les agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;

2° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;

3° établir la proposition requise pour une mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

4° constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux 2+, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;

5° rappeler en activité un agent absent pour cause de maladie que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre au moins partiellement ses fonctions si cela est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service;

6° accorder aux membres du personnel les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier;

7° prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

8° placer un agent en non-activité s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;

9° infliger toute sanction disciplinaire, sauf le blâme, aux fonctionnaires de niveaux 2+, 2, 3 et 4 et prononcer toute suspension à l'égard des fonctionnaires du même niveau, dans l'intérêt du service;

10° fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avance de traitement et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures :

11° accorder les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade pour les grades de niveau 2+, 2, 3, et 4;

12° prendre les dispositions nécessaires pour promouvoir le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane à chacun des grades que cette carrière comporte;

13° désigner un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 2+, 2, 3 et 4, après avis motivé du conseil de direction et désigner, à titre provisoire, un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 1, 2+, 2, 3 et 4, lorsque la continuité du service l'exige;

14° licencier, pour motifs graves, les membres du personnel engagés par contrat y compris les agents contractuels subventionnés et les jeunes stagiaires. Cette mesure doit être confirmée par le Collège;

15° accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

16° accorder l'autorisation d'assister à toute réunion, congrès, colloque, journée d'études, séminaire et conférence organisés dans le pays ou à l'étranger, moyennant l'accord du Membre du Collège fonctionnellement compétent lorsqu'il s'agit d'une mission d'un jour;

17° régler l'affectation provisoire des membres du personnel au sein des services;

18° entretenir toute relation avec le Secrétariat permanent au Recrutement;

19° signer les états de frais de déplacements et de séjour établis au nom des membres du personnel dans le cadre des missions qui leur sont dévolues en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par leurs responsables de service;

20° autoriser des membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de services occasionnels en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition de leurs responsables de service.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du Fonctionnaire dirigeant et en cas d'urgence, les compétences énumérées au § 1<sup>er</sup> sont exercées par le fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française.

§ 3. Des subdélégations peuvent être accordées par actes écrits et préalables du Fonctionnaire dirigeant qui en précisera les limites au Fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française et en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à un autre fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément.

**Art. 2.** Le Fonctionnaire dirigeant informe le Membre du Collège fonctionnellement compétent ainsi que le Membre du Collège chargé de la Fonction publique des mesures prises en application de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2°, 5° et 6° (sauf les congés prévus à l'article 1<sup>er</sup>, § 3), 7°, 8°, 10°, 11°, 13°, 17°.

**Art. 3.** Le Fonctionnaire dirigeant communique aux Membres du Collège une fois tous les six mois la liste actualisée des membres du personnel classée par services, grades et fonctions.

#### CHAPITRE II — *Délégations en matière de formation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

**Art. 4.** Les limites financières des délégations prévues par le présent chapitre s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

**Art. 5.** Dans les limites des crédits disponibles et sans préjudice des limitations imposées par les dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le Fonctionnaire dirigeant est habilité à arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de formation du marché, à engager la procédure et à approuver les marchés pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, dont le montant ne dépasse pas :

- 2 500 000 FB pour les marchés passés par adjudication publique ou sur appel d'offre général;

- 1 250 000 FB pour les marchés passés en adjudication restreinte ou sur appel d'offre restreint;

- 250 000 FB pour les marchés passés de gré à gré.

**Art. 6.** Les délégations visées à l'article 5 ne sont valables que dans les cas suivants :

1° l'objet de la dépense a été autorisé par le Collège ou le Membre du Collège fonctionnellement compétent, soit par l'approbation d'un programme où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet;

2° la dépense a fait l'objet d'une inscription nominative au budget approuvé du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Aucune autorisation n'est requise lorsqu'il s'agit d'une dépense pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement).

**Art. 7.** Le Fonctionnaire dirigeant est également habilité à approuver dans le cadre de l'exécution normale du marché conclu et dans les limites de la réalisation de l'objet initialement visé, les factures et les déclarations de créance relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services même si le montant dépasse les délégations prévues à l'article 5.

**Art. 8.** Est attribué au Fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de prendre des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple du marché.

**Art. 9.** Pour les marchés d'un montant ne dépassant pas 1 250 000 FB est attribué au Fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de décider des dérogations au cahier général des charges, de traiter à prix provisoire ou à remboursement, d'imposer le contrôle du prix et de prévoir l'octroi d'avances, sans préjudice pour les finances du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

CHAPITRE III — *Délégations en matière de signatures et en matière financière*

**Art. 10.** Délégation est donnée au Fonctionnaire dirigeant

1° pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes dans les limites prévues à l'article 5 du présent arrêté;

b) sans préjudice des dispositions reprises, au chapitre IV, la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel, les notes ou lettres de transmission, les copies certifiées conformes et extraits de documents, toute notification de décision ayant été prise en exécution de la réglementation relative à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

c) sans préjudice des dispositions reprises au chapitre IV, les ordonnances de paiement et de récupération d'avances de fonds;

Des subdélégations peuvent être accordées pour les points a), b), c) et d) par actes écrits et préalables au Fonctionnaire dirigeant qui en précisera les limites au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française et, en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à un autre Fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément.

d) les accusés de réception des courriers recommandés ou non, présentés au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2° pour approuver :

a) les factures et déclarations de créance concernant les fournitures, travaux ou prestations de toute nature;

b) les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

c) les comptes et recettes, ainsi que les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des Comptes;

d) les dépenses de toute nature, et notamment les états de paiement relatifs aux dépenses de location;

e) les prolongations de délai d'exécution de travaux de construction et d'aménagement pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ayant fait l'objet d'une promesse de subvention;

f) les états d'avancement et les décomptes finaux des travaux exécutés pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dont le montant se situe dans les limites de l'article 5;

3° pour engager et ordonnancer les dépenses dans le cadre des décisions, adoptées par le Collège ou par le Membre du Collège fonctionnellement compétent, sans préjudices des dispositions reprises au chapitre IV.

**Art. 11.** Une délégation peut être accordée par acte écrit et préalable du Fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française et en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à un autre fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément, dans les cas prévus à l'article 10, 2°.

CHAPITRE IV — *Délégations en matière de prestations accordées dans le cadre des missions décrites à l'article 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup> A l'exception des subventions à l'investissement des institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et des compléments de subvention à l'entretien accordés aux ateliers protégés dont la gestion est reconnue déficitaire, l'octroi des subventions et autres interventions régies par des règlements organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le système de calcul du montant et qui sont destinées à des institutions agréées par ledit Fonds bruxellois est délégué au Fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

§ 2. Une délégation peut être accordée par acte écrit et préalable du Fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française et en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à un autre fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément.

**Art. 13.** L'ordonnancement des subventions reprises à l'article 12, y compris les subventions à l'investissement, est délégué au Fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

Une délégation peut être accordée par acte écrit et préalable du Fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française et en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à un autre fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément.

**Art. 14.** L'ordonnancement des subventions de plus de 100 000 FB et l'octroi et l'ordonnancement des subventions de 100 000 FB ou moins accordées à des promoteurs de projets-pilotes décidés par le Collège ou le Membre du Collège fonctionnellement compétent est délégué au Fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

**Art. 15.** La signature des :

1° notifications aux intéressés des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et courriers y relatifs;

2° notifications relatives à l'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre de formation agréé par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre agréé ou reconnu par le FOREm ou par l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

5° contrats d'adaptation professionnelle avec un employeur;

6° notifications relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

7° décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées dans ces institutions;

8° courriers relatifs à la mise au travail de personnes handicapées dans les entreprises privées, dans les administrations publiques et les organismes d'intérêt public, est déléguée au Fonctionnaire dirigeant. Celui-ci peut accorder par acte écrit et préalable une subdélégation au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française, sauf en ce qui concerne la notification aux personnes handicapées de processus globaux d'intégration sociale et professionnelle relatifs à une intervention du Fonds de plus de 250 000 FB dans une aide matérielle individuelle. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le Fonctionnaire dirigeant exerce la subdélégation prévue à cet article.

**Art. 16.** Délégation de compétence est accordée à l'équipe pluridisciplinaire instituée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes, en ce qui concerne :

1° les décisions relatives à l'établissement des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, sauf si ces processus prévoient l'octroi d'une aide individuelle à l'intégration qui doit être considérée comme exceptionnelle;

2° les décisions relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

3° les décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées.

Tout personne ayant la connaissance effective des prestations sollicitées par une personne handicapées et expressément invitée par le responsable du Service des prestations individuelles peut participer à la prise des décisions susmentionnées et relative à la personne handicapée concernée.

**Art. 17.** L'ordonnancement des sommes dues aux personnes handicapées, aux employeurs qui les occupent sous contrat d'emploi ou sous le régime du statut, aux employeurs, organismes privés ou publics qui assurent leur formation professionnelle, en exécution des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle adressés aux personnes handicapées ou décisions prises à l'article 15, 6° est délégué au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le Fonctionnaire dirigeant exerce la délégation prévue à cet article.

**Art. 18.** En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère psychologique relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou ayant introduit une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au fonctionnaire de niveau 1 titulaire d'un diplôme de licencié en sciences psychologiques affecté au Services des Prestations individuelles.

**Art. 19.** En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère médical relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle ou ayant introduit une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au médecin affecté au Service des Prestations individuelles.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des dispositions réglementaires prévues en matière d'octroi et de liquidation de subventions à l'investissement aux institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française pour requérir tout engagement de maintenir à la subvention l'affectation pour laquelle elle est octroyée et de rembourser le montant de la subvention liquidée si l'affectation est modifiée sans autorisation du Membre du Collège fonctionnellement compétent.

§ 2. Dans le cadre des dispositions réglementaires étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française pour notifier toute décision prise en la matière.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le Fonctionnaire dirigeant peut exercer les subdélégations prévues à cet article.

#### CHAPITRE IV — Dispositions finales

**Art. 21.** Dans les seuls cas requis par l'urgence et l'impérieuse nécessité d'assurer la continuité du service en matière d'octroi et d'ordonnancement des subventions et interventions réglementaires aux institutions agréées et de mise en oeuvre des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, le Fonctionnaire dirigeant est habilité à subdéléguer les compétences qui lui sont déléguées ou qui sont déjà déléguées à certains fonctionnaires, à d'autres fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées par acte écrit et préalable communiqué sans délai au Membre du Collège fonctionnellement compétent.

**Art. 22.** En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française, un ou plusieurs fonctionnaires de niveau 1 désignés expressément par acte écrit et préalable par le Fonctionnaire dirigeant, exercent les délégations octroyées au fonctionnaires chargé de mission pour la gestion des services opérationnels de la Commission communautaire française.

**Art. 23.** Le présent arrêté abroge l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant délégation de compétences et de signatures au Fonctionnaire dirigeant du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées du 12 juin 1997.

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 1997 jusqu'à la date de la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Bruxelles, le 11 septembre 1997.

H. HASQUIN,  
Président du Collège  
Ch. PICQUE,  
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

VERTALING

N. 97 — 2507

[C — 97/31430]

**11 SEPTEMBER 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende delegaties van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 9 mei 1995 betreffende de ontbinding van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en de overdracht van de goederen, rechten en plichten ervan aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden van de leden ervan;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van de werking ervan en tot regeling van de ondertekening van de akten ervan;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de uitoefening van een hogere functie in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 1994 tot regeling van de bezoldiging van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 augustus 1997 houdende aanstelling van de heer Christian Bayi tot opdrachthouder bevoegd voor het algemeen administratief beheer van de diensten van het College;

Gelet op de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 augustus 1997 houdende aanstelling van de heer Philippe Debacker, Adviseur bij het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, als opdrachthouder bevoegd voor het beheer van de operationele diensten van het College;

Overwegende dat het nodig is de delegaties van bevoegdheid en ondertekening die zijn toegekend aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, te bepalen;

Op voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen,

**HOOFDSTUK I. — Delegaties op het vlak van personeel**

**Artikel 1.** § 1. Overeenkomstig de administratieve en geldelijke statuten die van toepassing zijn op het personeel van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt aan de leidend ambtenaar ervan de delegatie van bevoegdheid en ondertekening verleend voor :

1° het toelaten van uitkeringen bij wijze van uitzondering en het goedkeuren van de bijhorende kostenstaten voor de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4;

2° het verlenen van verlof om persoonlijke redenen aan ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 die daar om verzoeken;

3° het opstellen van het vereiste voorstel voor het verlenen van verlof door ontslag uit de betrekking in het belang van de dienst;

4° het vaststellen van verlof van rechtswege wegens ziekte of gebrek van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4, en het vaststellen van het wachtgeld dat hun moet worden toegekend;

5° het wederoproepen van een ambtenaar afwezig door ziekte omdat de Administratieve Gezondheidsdienst hem geschikt heeft bevonden om ten minste gedeeltelijk zijn functies terug op te nemen indien dit verenigbaar is met de vereisten voor een goede werking van de dienst;

6° het verlenen van verloven van allerlei aard waarop de personeelsleden recht hebben;

7° het nemen van de beslissingen tot aanvaarding van vrijwillig ontslag of het normaal op rust stellen van de vastbenoemde of contractuele ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4;

8° het op non-actief plaatsen van een ambtenaar wanneer deze zonder toestemming afwezig is of zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt;

9° het opleggen van tuchtmaatregelen, behalve de blaam, aan de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 en het uitspreken van schorsingen ten aanzien van de ambtenaren van hetzelfde niveau in het belang van de dienst;

10° het bepalen van de wedde van de personeelsleden, het voorschot op de wedde en het bedrag van de toelage voor de uitoefening van hogere functies;

11° het toekennen van bevorderingen door verhoging in graad en van benoemingen door wijziging van graad voor de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4;

12° het nemen van de nodige maatregelen om de ambtenaar met een vlakke loopbaan te bevorderen tot de graden die deze loopbaan inhoudt;

13° het aanstellen van een ambtenaar voor de uitoefening van een hogere functie in de betrekkingen van niveau 2+, 2, 3 en 4, na gemotiveerd advies van de directieraad, en het voorlopig aanstellen van een ambtenaar voor de uitoefening van een hogere functie in de betrekkingen van niveau 1, 2+, 2, 3, en 4, wanneer de continuïteit van de dienst dit vereist;

14° het ontslaan, om ernstige redenen, van personeelsleden die bij contract zijn aangeworven, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen en de jonge stagiairs. Deze maatregel moet door het College worden bevestigd;

15° het uitvoeren van de handelingen inzake vergoeding voor arbeidsongevallen en beroepsziekten;

16° het geven van de toestemming voor het bijwonen van vergaderingen, congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties in binnen- of buitenland, mits het functioneel bevoegd Lid van het College akkoord gaat wanneer het om een opdracht van meer dan één dag gaat;

17° het regelen van de voorlopige aanstelling van de personeelsleden in de diensten;

18° het onderhouden van contact met het Vast Wevingssecretariaat;

19° het ondertekenen van de staten van de reis- en verblijfskosten die door de personeelsleden zijn gemaakt in het raam van hun opdrachten die zij vanwege hun dienstverantwoordelijken moeten uitvoeren buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

20° de toelating geven aan de personeelsleden om gebruik te maken van hun eigen voertuig voor occasionele dienstreizen buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op voorstel van hun eigen dienstverantwoordelijken;

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar en bij hoogdringendheid worden de bevoegdheden genoemd onder § 1 uitgeoefend door de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Subdelegaties kunnen bij voorafgaande en schriftelijke aktes vanwege de leidend ambtenaar, die de grenzen ervan vaststelt, worden toegekend aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt.

**Art. 2.** De leidend ambtenaar brengt het functioneel bevoegd lid van het College alsook het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt op de hoogte van de maatregelen die genomen zijn in toepassing van artikel 1, § 1, 2°, 5°, 6° (uitgezonderd de verlopen bedoeld in artikel 1, § 3), 7°, 8°, 10°, 11°, 13°, 17°.

**Art. 3.** De leidend ambtenaar bezorgt om de zes maand aan de leden van het College de geactualiseerde lijst van de personeelsleden, gerangschikt naar dienst, graad en functie.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake vorming en uitvoering van de overheidsopdrachten van werken, diensten en leveringen*

**Art. 4.** De financiële perken van de in dit hoofdstuk bedoelde delegaties zijn exclusief belasting toegevoegde waarde.

**Art. 5.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten en onverminderd de beperkingen die zijn opgelegd door de wettelijke en reglementaire bepalingen tot regeling van de overheidsopdrachten van werken, diensten en leveringen is de leidend ambtenaar gemachtigd om het bijzonder lastenkohier of de documenten die daarop betrekking hebben te bepalen, de vormingswijze van de opdracht te kiezen, de procedure op te starten en goedkeuring te geven aan de opdrachten voor de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag niet hoger is dan :

- F 2 500 000 voor de opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerte-aanvraag;
- F 1 250 000 voor de opdrachten gegund bij beperkte openbare aanbesteding of bij beperkte offerte aanvraag;
- F 250 000 voor de onderhands gegunde opdrachten.

**Art. 6.** De delegaties bedoeld in artikel 5 gelden slechts in de volgende gevallen :

1° het doel van de uitgave werd goedgekeurd door het College of door het functioneel bevoegd lid van het College, hetzij door de goedkeuring van een programma waarin dat doel opgenomen is hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dat doel;

2° de uitgave is normatief ingeschreven in de begroting die is goedgekeurd door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Geen toestemming is vereist wanneer het gaat om een uitgave voor de gewone behoeften van de diensten (gewone werkings-, verbruiks- en uitrustingskosten).

**Art. 7.** De leidend ambtenaar is eveneens gemachtigd om in het raam van de normale uitvoering van de gesloten opdracht en binnen de perken van de verwezenlijking van het oorspronkelijk vooropgestelde doel, zijn goedkeuring te geven aan de facturen en schuldvorderingen met betrekking tot de opdrachten van werken, leveringen en diensten, zelfs indien het bedrag de delegaties bedoeld in artikel 5 overschrijdt.

**Art. 8.** De leidend ambtenaar is gemachtigd tot het nemen van maatregelen en beslissingen die betrekking hebben op de loutere en eenvoudige uitvoering van de opdracht.

**Art. 9.** Aangaande de opdrachten die niet meer dan 1 250 000 F bedragen, is de leidend ambtenaar gemachtigd om te beslissen over afwijkingen van het algemeen lastenkohier, te handelen bij voorlopige prijs of bij terugbetaling, de prijscontrole op te leggen en te voorzien in de toekenning van voorschotten, zonder nadeel voor de financiën van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK III - *Delegaties inzake ondertekeningen en financiën*

**Art. 10.** Aan de leidend ambtenaar wordt verleend delegatie

1° om te ondertekenen :

a) de bestelbonnen en de brieven betreffende de bestellingen binnen de perken waarin is voorzien in artikel 5 van dit besluit;

b) onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV, de briefwisseling aangaande de gewone behandelingsakten, de verzoeken om inlichtingen, de herinneringsbrieven, de overdrachtsbrieven of -nota's, de voor eensluidend verklaarde afschriften en uittreksels van documenten, alle kennisgevingen van beslissing genomen in uitvoering van de reglementering betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

c) onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV, de opdrachten tot betaling en terugvordering van voorschotten op gelden;

Voor de punten a), b), c) en d) kunnen subdelegaties worden verleend bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar, die de grenzen ervan vaststelt, aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt;

d) de berichten van ontvangst van al dan niet aangetekende brieven gericht aan het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° om goed te keuren :

a) de facturen en schuldvorderingen betreffende de leveringen, werken of prestaties van allerlei aard;

b) de borderellen die zijn ingediend door de maatschappijen voor openbaar vervoer voor het vervoer dat gedaan is voor rekening van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

c) de rekeningen en ontvangsten, alsook de rekeningen zowel in materiaal als in geld, die aan het Rekenhof moeten worden voorgelegd;

d) de uitgaven van allerlei aard, en met name de kostenstaten betreffende de huuruitgaven;

e) de verlengingen van de uitvoeringstermijn van bouw- en inrichtingswerken voor rekening van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, waarvoor een toelage was beloofd;

f) de vorderingsstaten en de eindafrekeningen van de werken die zijn uitgevoerd voor rekening van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, waarvan het bedrag binnen de perken van artikel 5 ligt;

3° om de uitgaven vast te leggen en te ordonnanceren in het raam van de beslissingen die zijn aangenomen door het College of door een functioneel bevoegd lid van het College, onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV.

**Art. 11.** Delegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt, in de gevallen voorzien in artikel 10, 2°.

HOOFDSTUK IV — *Delegaties inzake uitkeringen die zijn toegekend in het raam van de opdrachten beschreven in artikel 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces*

**Art. 12.** § 1. Met uitzondering van de investeringstoelagen van de instellingen die door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces zijn erkend, en van de aanvullende onderhoudstoelagen voor de beschutte werkplaatsen waarvan erkend wordt dat het beheer verlieslatend is, wordt de toekenning van de toelagen en andere tegemoetkomingen die geregeld zijn bij organieke verordeningen tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en het bedrag of het berekeningssysteem van het bedrag ervan en die bestemd zijn voor instellingen erkend door het voornoemd Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ongeacht het bedrag ervan, gedelegeerd aan de leidend ambtenaar.

§ 2. Delegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt.

**Art. 13.** De ordonnanciering van de toelagen die vermeld zijn in artikel 12, met inbegrip van de investeringstoelagen, wordt ongeacht het bedrag ervan gedelegeerd aan de leidend ambtenaar.

Delegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt.

**Art. 14.** De ordonnanciering van de toelagen van meer dan F 100 000 en de toekenning en de ordonnanciering van de toelagen van F 100 000 of minder die zijn toegekend aan promotoren van proefprojecten waartoe beslist werd door het College of door het functioneel bevoegd lid van het College, worden ongeacht het bedrag ervan gedelegeerd aan de leidend ambtenaar.

**Art. 15.** De ondertekening van de :

1° kennisgevingen aan de betrokkenen van de globale processen van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, en briefwisseling die daarop betrekking heeft;

2° kennisgevingen betreffende de toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

3° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een opleidingscentrum dat is erkend door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of door het Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een centrum dat door het FOREM of door het Brussels Franstalig Instituut voor beroepsopleiding werd erkend;

5° contracten voor herscholing met een werkgever;

6° kennisgevingen betreffende de tegemoetkoming van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces in de inrichting van een werkpost door de werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

7° beslissingen gericht aan de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de procedure voor de toelating van de gehandicapten tot deze instellingen;

8° briefwisseling over de tewerkstelling van gehandicapten in de particuliere ondernemingen, openbare besturen en de instellingen van openbaar nut;

wordt gedelegeerd aan de leidend ambtenaar. Deze kan bij schriftelijke en voorafgaande akte een subdelegatie toekennen aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgezonderd voor wat betreft de kennisgeving aan de gehandicapten van globale processen van sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces met betrekking tot een tegemoetkoming van het Fonds van meer dan F 250 000 aan individuele materiële bijstand. Ingeval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke oefent een ambtenaar van niveau 1 die uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorgaande is aangesteld door de leidend ambtenaar de subdelegatie uit waarin in dit artikel is voorzien.

**Art. 16.** Delegatie van bevoegdheid wordt toegekend aan de pluridisciplinaire equipe die is ingesteld bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen voor de toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, wat betreft :

1° de beslissingen betreffende de opstelling van globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, behalve indien die processen voorzien in de toekenning van individuele bijstand in de integratie die als uitzonderlijk moet worden beschouwd;

2° de beslissingen betreffende de tegemoetkoming van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces in de inrichting van een werkpost door een werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

3° de beslissingen gericht aan de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de toelatingsprocedure voor gehandicapten.

Elkeen die daadwerkelijk op de hoogte is van de uitkeringen aangevraagd door een gehandicapte en die door de verantwoordelijke van de Dienst voor individuele uitkeringen uitdrukkelijk gevraagd wordt, kan deelachtig zijn aan de voornoemde beslissingen met betrekking tot de betrokken gehandicapte.

**Art. 17.** De ordonnanciering van de geldsommen die verschuldigd zijn aan gehandicapten, werkgevers die hen tewerkstellen via een arbeidsovereenkomst of onder de statuutregeling, werkgevers, openbare of particuliere instellingen die instaan voor hun beroepsopleiding in uitvoering van de globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of beslissingen vermeld in artikel 15, 6°, wordt gedelegeerd aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie. Ingeval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke oefent een ambtenaar van niveau 1, die uitdrukkelijk is aangesteld bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar, de delegatie uit waarin in dit artikel is voorzien.

**Art. 18.** Wat betreft de overdracht van gegevens of rapporten van psychologische aard die betrekking hebben op gehandicapten die zijn toegelaten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt delegatie van ondertekening toegekend aan de ambtenaar van niveau 1 die houder is van een diploma van licentiaat in de psychologische wetenschappen en die is aangesteld in de Dienst voor individuele uitkeringen.

**Art. 19.** Wat betreft de overdracht van gegevens of rapporten van medische aard die betrekking hebben op gehandicapten die zijn toegelaten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt delegatie van ondertekening toegekend aan de geneesheer die is aangesteld in de Dienst voor individuele uitkeringen.

**Art. 20.** § 1. In het raam van de voorziene reglementaire bepalingen betreffende toekenning en uitbetaling van investeringsstoelagen aan de instellingen die zijn erkend door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt delegatie toegekend aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie om ervoor te zorgen dat de toelage de bestemming behoudt waarvoor ze werd toegekend en dat het bedrag van de uitbetaalde toelage wordt terugbetaald indien de bestemming ervan werd gewijzigd zonder toestemming van het functioneel bevoegd lid van het College.

§ 2. In het raam van de reglementaire bepalingen welke de toepassing van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces uitbreiden tot personen van vreemde nationaliteit, wordt delegatie toegekend aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie om kennis te geven van elke ter zake genomen beslissing.

§ 3. Ingeval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke kan een ambtenaar van niveau 1 die uitdrukkelijk is aangesteld bij schriftelijke en voorafgaande akte vanwege de leidend ambtenaar de subdelegaties uitoefenen waarin in dit artikel is voorzien.



HOOFDSTUK IV. *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Alleen in de hoogdringende en noodzakelijke gevallen met het oog op de continuïteit van de dienst op het vlak van de toekenning en ordonnancering van de toelagen en reglementaire tegemoetkomingen aan de erkende instellingen en op het vlak van de uitvoering van de globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt de leidend ambtenaar gemachtigd tot het subdelegeren van de bevoegdheden die aan hem zijn gedelegeerd of die reeds zijn gedelegeerd aan bepaalde ambtenaren, aan andere ambtenaren van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, bij schriftelijke en voorafgaande akte die onverwijld moet worden bezorgd aan het functioneel bevoegd lid van het College.

**Art. 22.** Bij afwezigheid of verhindering van de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie, oefenen één of meerdere ambtenaren van niveau 1, die uitdrukkelijk zijn aangesteld door de leidend ambtenaar bij schriftelijke en voorafgaande acte, de delegaties uit die zijn toegekend aan de ambtenaar die opdrachthouder is voor het beheer van de operationele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 23.** Dit besluit heft op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende delegatie van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juni 1997.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 1997 tot de datum van ontbinding van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Brussel, 11 september 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting en Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

---



---

**AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN**

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/09912]

**Ordre judiciaire. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 202 du 23 octobre 1997, page 28221, quarante et unième ligne, le nom « Gillet » doit être remplacé par « Guillet ».

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/09912]

**Rechterlijke Orde. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 202 van 23 oktober 1997, blz. 28221, dient in de veertigste lijn, de naam « Gillet » te worden vervangen door « Guillet ».

---

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**


---

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 97/36287]

**Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling,  
de Sport en de Openluchtrecreatie  
Bevordering**

Bij besluit van de Commissaris-generaal van 24 september 1997 wordt de heer De Waele, Eddy, adjunct van de directeur, met ingang van 1 oktober 1997 bevorderd tot de graad van directeur bij het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtrecreatie.

[C - 97/36310]

**Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur  
Vlaamse Opera. — Wijziging van de samenstelling van de raad van bestuur**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 15 oktober 1997 worden in artikel 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 5 maart 1996 tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de Vlaamse Opera, de woorden « de heer Daan Bauwens, Aannemersstraat 74, te 9040 Gent », vervangen door de woorden « Mevr. Kathia Segers, Sint-Annadreef 32/6, 1020 Brussel ».

In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « de heer Herman Sabbe, Komvest 34/1, te 8000 Brugge » vervangen door de woorden « de heer Daan Bauwens, Aannemersstraat 74, 9040 Gent ».

Dit besluit treedt in werking op 15 oktober 1997.